



BAYALÉ

NOU SÉ TRAVAYÈ DOUBOUT

**NOU SÉ FANM É NONM
KI JA LITÉ, KI KA LITÉ**

**NOU SÉ PITIT A KONBATAN
KI JA TONBÉ, TOUJOU LÉVÉ**

NOU SÉ VAYAN, PÈP VAYAN

NOU SÉ KOK, KOK DOUBOUT

**SENDIKALIS
PA KRIMINÈL**

«LA RÉPRESSION N'EST PAS LE PRIX À PAYER»



CHANTÉ A UGTG

GWADLOUPÉYEN !

GWADLOUPÉYÈNN !

GWADLOUP AN DANJÉ

NOU PÉ PA RÉTÉ KON SA

FÒ NOU MÈT TOUT FÒS AN NOU

ADAN ON SÈL KONBA

POU NOU RÉZISTÉ.

DÈJOUANJOU,

LÈNMI KA ANVAYI NOU

FÒ NOU FÈ ANTANSYON

TAN KA PASÉ !

GWADLOUPÉYEN !

GWADLOUPÉYÈNN !

NOU TOUT KA DOUBOUT !

TOUT ANSANM !

POU NOU PÉ !

SOVÉ PÉYI LA

É GANNYÉ LIBÈTÉ AN NOU

SOVÉ PÉYI LA !

É GANNYÉ LIBÈTÉ AN NOU

É GANNYÉ LIBÈTÉ AN NOU !

TRAVAYÈ AN BALAN

RÉPRÉSYON TOUJOU BAT SI TÈ GWADLOUP....

Dèpi lanné é lanné, massacres coloniaux et autres crimes sans coupable sont perpétrés contre les travailleurs et le peuple de Guadeloupe notamment :

- **Janvier 1636** : assassinat du Chef Kalina YANS.
- **Mé 1802** : rétablissement de l'esclavage par la république coloniale française, 10.000 victimes dont 300 décapitations,
- **Février-Mars 1910**, première grève générale des cultivateurs et ouvriers agricoles pour revendiquer la suppression du travail à la tâche et des augmentations de salaires. Bilan : 4 morts et 12 blessés (3 morts à Saint-François et 1 mort à Capesterre).
- **Février 1925**, grève des petits planteurs à l'usine de Duval à Petit-Canal pour réclamer une revalorisation du prix de la tonne de cannes. Les militaires tirent sur les manifestants. Bilan : 6 morts et 7 blessés.
- **Février 1930**, les travailleurs sont mobilisés à Bonne-Mère et aux Abymes contre le non-respect du prix de la tonne de canne et une augmentation de 10% des salaires pour les ouvriers agricoles. Les gendarmes tirent sur les grévistes. Bilan : 3 morts (1 au Lamentin et 2 aux abymes)
- **Le 14 Février 1952**, à Moule, à l'occasion d'une grève des ouvriers agricoles et des cultivateurs pour une meilleure rémunération de la journée de travail, l'allègement des tâches, l'augmentation du prix de la tonne de canne, les gendarmes tirent sur la foule : 4 morts et 14 blessés.
- **Mai 1967**, grève des ouvriers du Bâtiment qui réclament 2,5% d'augmentation de salaires et de meilleures conditions de travail. Les militaires tirent. Bilan provisoire : 87 morts et 200 arrestations.
- **Novembre 1985** : Charles Henri SALIN, un jeune lycéen de 19 ans est tué de plusieurs balles par un gendarme. L'adjudant MAAS sera élevé au grade d'adjudant-chef.
- **Février 2009** : Assassinat de Jacques BINO
- **31 Mai 2017** : A l'occasion d'une mobilisation de l'UGTG pour dénoncer la répression anti syndicale dont sont victimes les militants syndicaux de Guadeloupe et singulièrement ceux de l'UGTG, notre camarade AUBATIN a été sauvagement frappé à coups de pied par un gendarme lui causant une rupture totale du tendon d'Achille. Le procureur a classé sans suite la plainte pour agression déposée par le camarade.

JODI JOU AYEN PA CHANJÉ

La machine répressive fonctionne à plein régime !

Depuis une dizaine d'années ce sont pas moins d'une centaine de militants syndicalistes de l'UGTG qui sont convoqués devant la justice française pour exercice de leur mandat syndical.

Ce sont plusieurs dirigeants de l'UGTG qui ont été poursuivis pour refus de se soumettre à un prélèvement ADN : **Gaby CLAVIER, Denis DORVILIUS, Charly LENDO, José NAËJUS, Jocelyn LEBORGNE.**

Ce sont aussi nombre de Délégués UGTG qui sont harcelés, discriminés et réprimés dans les entreprises où licenciements abusifs et abus de droit en tous genres se multiplient.

Le 26 Février 2018, notre camarade dirigeant, **Lionel CHOURO** a été convoqué devant un Juge d'instruction suite à une plainte de la société BCA, concessionnaire BMW, propriété du Président du MEDEF Guadeloupe ! Un an après avoir licencié notre camarade, il accuse ce dernier de vol de pièces auto !

Toujours, le MEDEF qui s'attaque aussi au Secrétaire général de l'UGTG, **Elie DOMOTA** !

**DA MANNYÉ SENDIKALIS
SENDIKALIS PA KRIMINÈL**

Pour l'**ARRET** des poursuites à l'encontre
D'ELIE DOMOTA
Jédi 15 Maws a Midi é dimi
(12H30) Douvan tribinal lapwent

Camarades, Travailleurs, Militants de l'UGTG, Peuple de Guadeloupe,
PA NI DLO - PA NI TRANSPÒ - PA NI TRAVAY - PA NI LOPITAL
TI MOUN AN NOU AN LARI LA - NOU PWAZONÉ.

REPRÉSYON SI SENDIKALIS
SA SÈTEN, SÉ Malfètè-LA ni lidé finn bat avè Gwadeloupéyen !
WI KANMARAD, PÉVI-LA MALAD - TRAVAYÈ AN DANJÉ !
GWADLOUPÉYEN AN DANJÉ !!!

Depuis cinq ans, ce sont plus de cent militants et responsables syndicaux de Guadeloupe qui ont été convoqués par la justice. Rapporté à la population salariée de la France, ce chiffre correspond à 15 000 militants syndicalistes convoqués par la justice coloniale.

Notre Secrétaire général est poursuivi pour «violences commises en réunion» le 12 avril 2016 (à l'occasion d'un défilé pour protester contre les

licenciements) contre un cadre dirigeant de la concession automobile BMW. La première audience s'est tenue le 31 mai 2017, un renvoi a été demandé à la demande de nos avocats notamment parce que le dossier était incomplet en l'absence des bandes vidéos. La 2nde audience s'était donc tenue le 6 juillet 2017. **À la demande du Parquet l'affaire a été de nouveau renvoyée au 15 Mars 2018.**

Justice coloniale, justice patronale...nou ja konèt ! Baré van a lé sendikalis par la répression judiciaire et tenter ainsi de discriminer l'action syndicale ...

La répression judiciaire, les licenciements des Délégués et adhérents UGTG sont les nouvelles armes aux mains des patrons avec le soutien de l'État français qui leur donne les pleins pouvoirs.

«L'État colonial français et sa justice veulent humilier, affamer, briser le militant syndicaliste dans son statut d'Homme ou de Femme, de Travailleur, de Père et Mère de famille, et cela afin d'éradiquer toute velléité de construction sociale dans notre pays, toute émergence d'une société débarrassée de l'exploitation capitaliste et colonialiste».



SOLIDARITÉ KA FÈ FÒS

Yo ka fè nou monté mach tribinal a yo... Mobilizasyon ké fè yo tchoulé tou pannan nou ka vansé ...Défendre Elie DOMOTA, c'est défendre l'UGTG, c'est nous défendre!

Si l'UGTG sait pouvoir compter sur ses propres forces, la solidarité, la solidarité nationale et internationale s'exprime pleinement avec les organisations syndicales et ouvrières de Guadeloupe, de la Caraïbe (Martinique, Guyane, Haïti, Sainte-Lucie...), d'Europe (France, Espagne, Portugal, Corse, Pays Basque, Allemagne...) mais également d'Amérique du sud, d'Afrique qui

apportent leur soutien par leur présence aux audiences, leurs communiqués de presse, courriers ou vote de motions transmises au Ministre de la Justice.

Notre organisation a également le soutien indéfectible du CICR (Comité International Contre la Répression) toujours présent aux côtés de l'UGTG pour mener le combat. Le CICR avec différentes personnalités attachées à la défense des libertés individuelles et collectives se sont adressés à la Ministre de la justice, Mme BELLOUBET, lui demandant audience pour lui exposer les cas de répression en Guadeloupe. De façon générale, il demande l'arrêt des poursuites à l'encontre des militants syndicalistes.

Le 6 mars 2018, se tenait à Paris une conférence de presse à l'initiative du CICR, au cours de laquelle le comité a rendu compte de toutes ses démarches entreprises dans son combat contre la répression antisyndicale. Notre camarade, Nestorius FAVEL, Secrétaire général adjoint de l'UGTG était présent à cette conférence.



NON LA RÉPRESSION N'EST PAS LE PRIX A PAYER !

NON SENDIKALIS PA KRIMINÈL !

NON NOU PÉ KÉ FÈ DÈYÈ !

OUI KONBA LA KA KONTINYÉ !

ZYÉ OUVÈ

ON SÈL CHIMEN KASKÒD

PA NI DLO, PA NI TRANSPÒ, PA NI TRAVAY, PA NI LOPITAL, TIMOUN AN NOU AN LARI LA, NOU PWAZONÉ...

SÉ POU SA FO NOU TOUJOU RÉTÉ AN LARÈL A SANS A PAWOL KI SÔTI AN KONGRÉ A OWGANIZASYON AN NOU KI FÈT AN AVRIL 2017.

DAVWA SÉ KONPLO MENM YO FÈ POU TCHOUYÉ NOU, FANM É NONM, GAYA ! ON SÈL CHIMEN...KASKOD !

EXTRAIT RÉSOLUTION N°1

«LE 15ÈME CONGRÈS DE L'UGTG, RÉUNI AU LAMENTIN LES 27-28 ET 29 AVRIL 2017 :

Déclare **SÉ KONPLO MENM YO FÈ POU TCHOUYÉ NOU !**

Soutient que le chômage, la précarité, le dénuement des guadeloupéens, etc...résultent d'une volonté politique de maintien de notre peuple dans la soumission et dans la dépendance apa fatalité, apa malédison nou ni !

Réaffirme que l'accession à l'indépendance nationale et à la pleine souveraineté de la Guadeloupe est un droit inaliénable et imprescriptible.

Réaffirme l'indépendance politique, idéologique et financière de l'UGTG san janmen manjé an men a yo vis à vis de toutes organisations et de tous pouvoirs quels qu'ils soient.

Réaffirme l'appartenance de l'UGTG à la ligne syndicale de lutte de classe, de ligne de masse, de confrontation, de contestation et de transformation sociale visant à éradiquer les rapports de domination capitaliste, impérialiste et colonialiste an péyi an nou, pour l'instauration d'une société débarrassée de la domination capitaliste et colonialiste.

Réaffirme que la solidarité internationale, l'unité des peuples, des travailleurs et leurs organisations sont des maillons essentiels à la défense des droits et intérêts des larges masses,

Réaffirme l'appartenance du l'UGTG au LKP et exhorte les travailleurs, le peuple de Guadeloupe et les organisations de lutte à poursuivre les luttes pour

arracher l'application pleine et entière de tous les accords (26 février (accord BINO et du 4 mars 2009).

Exhorte les travailleurs et le peuple de Guadeloupe à tout mettre en œuvre pour assurer la préservation et la sauvegarde de notre patrimoine foncier, architectural et mutualiste (Palais de la Mutualité) afin de barrer la route à toute spéculation et la spoliation ;

Appelle les travailleurs de Guadeloupe et leurs organisations à amplifier les luttes visant à défendre toutes les libertés, tous nos droits et singulièrement la priorité d'emploi des travailleurs de Guadeloupe an péyi an nou, Travayè Gwadeloup pa ni pèkli, ni pòk, ni brak, nou dwèt travay an péyi an nou !

Exige la mise en œuvre d'une véritable politique sanitaire et de développement de la natalité pou nou pa disparèt, davwa sé konplo menm yo fè pou tchouyé nou, fanm é nonm gaya on sèl chimen kaskòd. »

EXTRAIT RÉSOLUTION N°3

« LE 15ÈME CONGRÈS DE L'UGTG RÉUNI AU LAMENTIN LE 27, 28 ET 29 AVRIL 2017.

Affirme : **SÉ VWÉ MENM, YO FÈ KONPLO POU TCHOUYÉ NOU ;**

Réaffirme que le développement économique de la Guadeloupe comme fondement de l'équilibre social et de l'épanouissement des hommes est un leurre si elle ne relève pas d'une stratégie politique révolutionnaire tendant à transformer les rapports sociaux, à rompre avec les liens coloniaux qui nous enchainent à la France et à combattre les rapports de domination capitaliste ;

Exhorte chaque guadeloupéen, militant, dirigeant, délégué et adhérent à rejoindre et à renforcer la lutte pour l'émancipation du Peuple Guadeloupéen.

Soutient que lalit rèd men lalit bèl et que le renoncement est criminel. **AU NOM DU DROIT À LA VIE...NOU PÉPA FÈ DÈYÈ... ALÒS FANM É NONM GAYA !**

GAYA SÉ REFUSER LE KABOUYA ÉCONOMIQUE, POLITIQUE, SOCIAL ET CULTUREL DANS LEQUEL L'ÉTAT ET LES ÉLUS VEULENT NOUS ENFERMER »

ADHÉREZ À L'UGTG

Site Internet : <http://ugtg.org/>

Facebook : [Ugtg Sendika Gwadeloup](#)

Mail : ugtg@wanadoo.fr

Tél. : **0590.83.10.07** - Fax : **0590.89.08.70**